

N° 2900.

ISLANDE ET NORVÈGE

Convention concernant le règlement
pacifique des différends. Signée à
Tingvellir, le 27 juin 1930.

ICELAND AND NORWAY

Convention regarding the Pacific
Settlement of Disputes. Signed at
Tingvellir, June 27, 1930.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORVEGIAN TEXT.

N^o 2900. — AVTALE ¹ MILLOM NORIG OG ISLAND UM FREDELEG LØYSING AV TVISTEMÁL, UNDERTEGNET I TINGVELLIR DEN 27 JUNI 1930.

Textes officiels islandais et norvégien communiqués par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 février 1932.

HANS MAJESTET NORIGS KONGE OG HANS MAJESTET KONGEN AV ISLAND OG DANMARK, som ynskjer å fremja arbeidet for å få avgjort millomfolkelege tvistemål på fredeleg måte, hev vorte samde um til dette fyremålet å gjera ei avtale um fredeleg løysing av tvistemål, som kjem upp millom Norig og Island, og hev nemnt upp til fullmektigane sine til å gjera ei slik avtale :

HANS MAJESTET NORIGS KONGE :
Riksråd Herr Torgeir ANDERSSEN-RYSST

HANS MAJESTET KONGEN AV ISLAND OG DANMARK :

Islands statsminister Herr Tryggve THORHALLSSON,

som hev vorte samde um desse fyresegnene :

Iste artikkel.

Kjem det upp rettvistemål millom Norig og Island, og tvistemáli høyrer til dei, som er

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 6 février 1932.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N^o 2900. — SAMNINGUR ¹ MILLI ÍSLANDS OG NOREGS UM LAUSN DEILUMÁLA MEÐ FRIÐSAMLEGUM HÆTTI, ÞINGVÖLLUM 27, JÚNÍ 1930.

Icelandic and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 23, 1932.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR OG HANS HÁTIGN FNONUNGUR NOREGS, sem óska eindregið að styðja viðleitnir að jafna á friðsamlegan hátt milliríkjadeilum, hafa, með það fyrir augum, komið sjer saman um að gera samning um friðsamlega lausn deilumála, og hafa utnefnt sem fulltrúa sína til þess að gera slíkan samning :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OF DANMERKUR :

Forsætisráðherra Íslands Tryggva ÞÓRHALLSSON og

HANS HÁTIGN KONUNGUR NOREGS :

Hermálaráðherra Torgeir ANDERSSEN-RYSST,

sem hafa orðið ásáttir um eftirfylgjandi ákvæði :

I. grein.

Rjettardeilum, sem kunna að rísa milli Íslands og Noregs, sem hægt er að heimfara

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, February 6, 1932.

¹ TRADUCTION.

N^o 2900. — CONVENTION ENTRE L'ISLANDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDIS. SIGNÉE A TINGVELLIR, LE 27 JUIN 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK, ET SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, animés du désir de favoriser les efforts déployés en vue d'obtenir que les différends internationaux soient vidés par des moyens pacifiques, sont convenus de conclure à cet effet une convention pour le règlement pacifique des différends qui pourraient s'élever entre la Norvège et l'Islande et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

M. Tryggve THORHALLSSON, Ministre d'Etat de l'Islande ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Torgeir ANDERSSON-RYSST, Conseiller d'Etat ;

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

S'il s'élève entre l'Islande et la Norvège un différend d'ordre juridique rentrant dans l'une des catégories spécifiées à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique, il sera soumis pour jugement à ladite Cour, conformément aux dispositions du susdit Statut.

Les différends au sujet desquels des accords spéciaux prévoyant une procédure judiciaire

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

N^o 2900. — AGREEMENT BETWEEN ICELAND AND NORWAY REGARDING THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT TINGVELLIR, JUNE 27, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK AND HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, being desirous of promoting efforts for the pacific settlement of international disputes, have resolved to conclude an agreement for the pacific settlement of disputes which may arise between Iceland and Norway and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

M. Tryggve THORHALLSSON, Icelandic Minister of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Torgeir ANDERSSON-RYSST, Counsellor of State ;

Who have agreed upon the following provisions :

Article I.

If a judicial dispute arises between Iceland and Norway of the kind mentioned in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice and if it has been found impossible to settle the dispute through the diplomatic channel, it shall be submitted to the Court for decision in accordance with the provisions of the said Statute.

Disputes for the settlement of which judicial or arbitral procedure is laid down in special

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou arbitrale sont en vigueur entre les parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions desdits accords.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation de la présente convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends autres que ceux visés à l'article premier. Avant de soumettre un différend à la procédure d'arbitrage, les Parties devront tâcher de tomber d'accord pour le soumettre à une procédure d'enquête et de conciliation par devant une commission de conciliation ou un conciliateur spécialement nommés à cet effet.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura proposé la procédure d'enquête et de conciliation, il n'y a pas d'accord sur la soumission du différend à ladite procédure, le différend sera renvoyé à l'arbitrage, à la demande de l'une des Parties.

Les Parties conviennent que les différends visés au présent article devront être réglés suivant les principes du droit et de l'équité.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le tribunal arbitral à établir pour l'examen d'un des différends visés à l'article 2 de la présente convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II, de la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III, de la Convention de la Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront applicables à ladite procédure, que la convention soit ou non en vigueur pour les Parties.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des parties aura adressé à l'autre une

agreements between the Parties shall be settled in conformity with the provisions of those agreements.

Any difference of opinion regarding the interpretation of the present Agreement shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to submit to arbitration, in accordance with the provisions set out hereunder, all disputes other than those referred to in Article 1. Before submitting a dispute to arbitration, the Parties shall endeavour to submit it to a conciliation commission or a conciliator specially appointed to enquire into disputes and to during about a friendly settlement between the Parties.

If, within six months from the date on which one of the Parties has proposed the procedure of enquiry and conciliation, it has not been agreed to submit the dispute to the said procedure, either Party may request arbitration.

The Parties agree that the disputes coming under the present Article shall be settled in accordance with the principles of law and equity.

Article 3.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the arbitral tribunal to be established for examining disputes coming under Article 2 of the present Agreement shall be constituted in accordance with the provisions of Part IV, Chapter II, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 4.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the provisions of Part IV, Chapter III, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be applicable to the arbitral procedure whether the said Convention is in force between the Parties or not.

If the special agreement provided for in the said Hague Convention has not been signed

demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite Convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des parties, dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 de ladite Convention de La Haye.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les Parties, lors même que les deux Parties ou l'une d'elles auraient dénoncé la Convention de La Haye.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral devra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale conformément à l'article 1 ou 2 devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard, à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'un décision ou une mesure prise par une instance judiciaire, ou toute autre autorité de l'un

within six months after one of the Parties has applied to the other with a view to the submission of the dispute to arbitration, either Party may request that the special agreement shall be established in accordance with the regulations contained in Articles 53 and 54 of the Hague Convention.

In cases where the present Agreement refers to the provisions of the Hague Convention, those provisions shall be applicable between the Parties even if one or both of them have denounced the Hague Convention.

Article 5.

At the request of one of the Parties, the arbitral tribunal shall establish provisional measures to be taken for protecting the rights of that Party provided such measures can be taken by administrative means.

Article 6.

If necessary, the arbitral award shall lay down the manner in which it is to be executed, in particular as regards the time-limits to be observed.

Article 7.

In the case of a dispute which, according to the law of the country against which an application is made, falls within the competence of the courts, including the administrative courts, the Party concerned may not demand the application of the procedure mentioned in Articles 1 or 2 before a final decision has been given by the competent court. In such a case, the dispute shall be referred to the judicial court or the arbitral tribunal in accordance with Article 1 or 2 within not more than one year after the court has given the final decision.

Article 8.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment or measure taken by a court of law or other authority of one of

des deux Etats, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il pourra, par la sentence judiciaire ou arbitrale, être accordé à la partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale,

Les Parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, à moins qu'il en ait été convenu autrement, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi d'Islande et du Danemark avec l'approbation de l'Alting islandais et par Sa Majesté le Roi de Norvège avec l'approbation du Storting norvégien. Les ratifications seront échangées à Oslo.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et remplacera, dans les relations entre l'Islande et la Norvège, la Convention d'arbitrage du 8 octobre 1908. Elle aura une durée de vingt années, à compter de l'entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera par la suite aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt années,

the States is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequence of the judgment or measure in question to be annulled, the Parties agree that it may be provided in the judgment or award that the injured Party may receive equitable satisfaction in some other way.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to refrain as far as possible, during the course of the judicial or arbitral procedure, from all measures which may react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision.

The Parties shall conform in good faith to the judicial or arbitral decision.

Article 10.

Any disputes which may arise between the Parties regarding the interpretation or execution of a judicial or arbitral decision shall be decided, unless otherwise provided, by the Court which has given the decision.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified by His Majesty the King of Iceland and Denmark with the consent of the Icelandic Alting, and by His Majesty the King of Norway with the consent of the Norwegian Storting. The ratifications shall be exchanged at Oslo.

Article 12.

The present Agreement shall come into force on the date of the exchange of ratifications and it shall replace the Arbitration Agreement of October 8, 1908, in the relations between Norway and Iceland. It shall be concluded for a period of twenty years from the date when it comes into force. If it has not been denounced at least two years before the expiry of this period, it shall remain in force for a further period of twenty years, and shall subsequently be regarded as being prolonged for further

si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral, en vertu de cette convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Tingvellir, le 27 juin 1930.

Torgeir ANDERSSEN-RYSST.
Tryggve THORHALLSSON.

periods of twenty years if it is not denounced at least two years before the expiry of the last twenty year period.

If, on the expiry of the present Agreement, a dispute is pending before a court of law or arbitral tribunal in virtue of the present Agreement, the procedure shall be continued in accordance with the provisions of the Agreement, until decision is reached.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Tingvellir, June 27, 1930.

Torgeir ANDERSSEN-RYSST.
Tryggve THORHALLSSON.